



## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS** **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 2 DECEMBRE 2014**

*Nombre de conseillers en exercice : 33*

*L'an deux mil quatorze, le deux décembre à 19 heures 10.*

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, légalement convoqué le 26 novembre 2014, s'est rassemblé à la salle Henri Salvador sous la présidence de monsieur André VEYSSIERE, maire.

**PRÉSENTS** : M. VEYSSIERE Maire, M. NICOLAS, M. ADAM, Mme. PEREIRA, Mme. JENNER, M. GUEMICHE, Mme JENNER, M. CLAVEL, Mme. COLLET, M. GESELL, Adjoints au Maire. Mme. ROZOTTE, Mme GESELL, Mme. BOUCHAUT, M. FERCHICHI, Mme. SANS, Mme. LANGLES, M. TRAN, Mme POISSON, M. BORDES, M. GUILLEMAN, Mme DELMARQUETTE, Mme. LOPEZ, M. GUELLIL, Mme BOUZID, M. ANDRE, M. DELPLACE, Mme. CHASTAGNOL, M. BOULAY Conseillers municipaux.

**ABSENTS ET EXCUSES :**

Mme Séverine LEVE représentée par M. André VEYSSIERE  
M. Fradiques MENDES-FERREIRA représenté par M. Quentin GESELL  
M. Malet DRAME représenté par Mme Véronique POISSON  
Mme Amel SRAIDI représentée par M. Abdelaziz GUEMICHE

**ABSENTS :**

Mme Khadija ID HAMOU

**SECRETAIRE DE SEANCE** : M. Abdelaziz GUEMICHE

---

**N° 2014/148**

**Application de la Taxe d'aménagement 2015 sur la Commune de Dugny**

**Le Conseil municipal en séance du 2 décembre 2014,**

**VU** le code de l'urbanisme et notamment son article L. 331-15,

**VU** la délibération n° 2011/114 du 14 Novembre 2011 instituant la taxe d'aménagement sur le territoire intercommunal,

**VU** le rapport de présentation afférent à la présente délibération,

**CONSIDERANT** l'application de plein droit de la Taxe d'Aménagement (TA), en remplacement de la Taxe locale d'équipement (TLE), pour les communes dotées d'un PLU ou d'un POS,

**CONSIDERANT** le PLU de la ville de DUGNY adopté par délibérations du Conseil municipal le 17 décembre 2007 (n°2007/121), modifié et approuvé le 15 juin 2009 (n°2009/42), ainsi que le 09 mai 2011 (n°2011/28),

**CONSIDERANT** la possibilité offerte aux collectivités de proposer une taxation différenciée sur le territoire communal, sans toutefois que le taux de la part communale de la taxe d'aménagement ne puisse excéder 20 %,

**CONSIDERANT** précisément la volonté de la Municipalité d'appliquer un taux plus élevé dans certaines zones géographiques, en vue d'encourager ou de décourager la construction,

**CONSIDERANT** toutefois, le courrier en date du 11 septembre 2012, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile de France informant la collectivité de l'application du taux de 5% sur l'ensemble du territoire de Dugny,

**CONSIDERANT** l'opportunité aujourd'hui offerte à la Commune de procéder à la révision des taux de la taxe d'aménagement communale,

**CONSIDERANT** les études dans le cadre du Grand Paris identifiant deux secteurs de projets du Pôle Métropolitain du Bourget « Entrée aéroport » et « Façade Ouest » de l'aéroport Paris-Le Bourget,

**CONSIDERANT** le plan ci annexé identifiant les secteurs A, B1, B2 et C objet de la présente délibération,

**CONSIDERANT** le secteur A, représentant le quartier à développer autour de la futur gare TEN (Tram Express Nord) identifié en zone AUz au PLU, dont l'urbanisation nécessitera des aménagements de voiries engendrant de lourds travaux comprenant notamment la création des réseaux d'eaux potables, d'eaux pluviales, d'électricité, d'éclairage publics, d'assainissement, le revêtement des voies à créer, les aménagements relatifs aux mobiliers urbains, plantations...

**CONSIDERANT**, dès lors, la volonté de la Ville de fixer, dans le secteur A, le taux de la taxe d'aménagement à 10%,

**CONSIDERANT** les secteur B1 et B2, représentant la zone à vocation aéroportuaire identifiée en zone UZ, sous secteurs UZa et secteur AU1a au PLU, identifiée dans deux secteurs de projets du Pôle Métropolitain du Bourget :

- « Entrée aéroport » du Bourget dont l'implantation d'une gare GPE ( Grand Paris Express) et la transformation de l'ex-RN2 en « boulevard de la métropole » rendent nécessaire des études en terme de projet urbain notamment pour mieux intégrer l'aéroport dans la ville, avec des fonctions plus urbaines, atténuer l'effet coupure urbaine de l'axe exRN2....
- « Façade Ouest » de l'aéroport du Bourget dont le projet a pour objectifs de renforcer l'identité aéronautique du Pole Métropolitain du Bourget, de désenclaver la façade ouest et en particulier la commune de Dugny et d'impulser le développement économique sur la façade ouest de l'aéroport,

Cette zone offre de grandes **disponibilités foncières** en zone dense, à aménager tout en restant très attractif, mais dont l'urbanisation nécessitera des aménagements de voiries engendrant de lourds travaux comprenant notamment la création des réseaux d'eaux potables, d'eaux pluviales, d'électricité, d'éclairage publics, d'assainissement, le revêtement des voies à créer, les aménagements relatifs aux mobiliers urbains, plantations.... Ces travaux nécessiteront une participation plus importante de la part des propriétaires fonciers et futurs porteurs de projets de ce secteur.

**CONSIDERANT** la volonté de la Ville de fixer, dans le secteur B, le taux de la taxe d'aménagement à 10%,

**CONSIDERANT** le secteur C, représentant la zone AU1b et UI identifiée au PLU, à vocation de construction de bâtiments à usage d'activités, d'artisanat, de commerces, d'industrie, de bureaux, de services, ainsi que des équipements collectifs, au sein du quartier de la Comète, situé à la croisée de deux grands secteurs de projet « Entrée aéroport » et « Façade Ouest » de l'aéroport, dont le développement nécessitera des travaux d'aménagements de voiries dont la création des réseaux d'assainissement, la revalorisation des espaces publics et surtout un réaménagement des accès depuis la RD ....

**CONSIDERANT** la volonté de la Ville de fixer, dans le secteur C, le taux de la taxe d'aménagement à 20%,

**ENTENDU** l'exposé du rapporteur,

## **APRES AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL A L'UNANIMITE**

### **Article 1er :**

**MAINTIENT** sur l'ensemble du territoire communal la Taxe d'aménagement au **taux de 5%** (cinq pourcent),

### **Article 2 :**

**MAINTIENT** l'exonération totale, en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :

- 1. Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+) ;*
- 2. Les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés ;*

### **Article 3 :**

**MAINTIENT** l'exonération partielle en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :

- 1. Les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du code de la construction et de l'habitation (logements financés avec un PTZ+) à raison de 40 % de leur surface ;*
- 2. Les locaux à usage industriel et leurs annexes pour 50 % de leur surface,*

### **Article 4 :**

**INSTITUE** un taux de 10% (dix pourcent) sur le secteur A, délimité au plan ci joint,

### **Article 5 :**

**INSTITUE** un taux de 10% (dix pourcent) sur le secteur B, délimité au plan ci joint,

### **Article 6 :**

**INSTITUE** un taux de 20% (vingt pourcent) sur le secteur C, délimité au plan ci joint,

### **Article 7 :**

**PREND ACTE** que le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans,

### **Article 8 :**

**DIT** que la présente délibération sera transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département de Seine-Saint-Denis, au plus tard le 1er jour du 2<sup>ème</sup> mois suivant son adoption, et que conformément aux dispositions des articles L.2121-24 et L.2131-1 du CGCT la délibération sera l'objet d'un affichage en mairie.

**Article 9 :**

**PRECISE** que la délibération ainsi que sa carte de fiscalité locale seront reportées dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme, à titre d'information.

**Article 10 :**

**PRECISE** que le produit de la Taxe d'aménagement sera inscrit au budget municipal, aux articles et chapitres concernés.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE PAR LE MAIRE  
COMPTE TENU DE :  
la réception en préfecture  
le 10/12/2014  
la publication le .....  
la notification le .....  
LE MAIRE



Ainsi fait et délibéré  
Pour expédition conforme



Le Maire